

«Les experts racontent n'importe quoi.» Vraiment?

FRANKLIN DEHOUSSE

Professeur à l'Université de Liège, ancien représentant de la Belgique dans les négociations européennes, ancien juge à la Cour de justice de l'Union européenne.

En 2018, Bart Van Crayenest, économiste du Voka, eut le malheur d'affirmer que l'effort budgétaire structurel du gouvernement Di Rupo avait été plus important que celui du gouvernement Michel. La seule réponse du Premier ministre fut que Van Crayenest «racontait n'importe quoi». Cet épisode reflète la personnalisation à outrance et la grande médiocrité du débat politique en Belgique sur les finances publiques, qui reste souvent au niveau d'enfants de sept ans dans une cour de récréation.

Les avertissements furent pourtant multiples. Dès le printemps 2017, Draghi, président de la Banque centrale européenne, indiqua au Conseil européen (auquel le Premier ministre participe) que la croissance remontait et offrait le moment idéal pour remettre les budgets en ordre.

Au printemps 2018, la Commission annonçait en Belgique un déficit structurel de -1,4% en 2018 et -1,7% en 2019 (substantiellement plus haut que la moyenne européenne, en dépit de la situation plus favorable du pays). En novembre 2018, la Commission revint à la charge sur le risque présenté par la Belgique (visée avec la France, le Portugal et la Slovaquie). Le FMI et l'OCDE disaient exactement la même chose (mais peut-être le Premier ministre pense-t-il que toutes ces institutions aussi, comme Van Crayenest, «racontent n'importe quoi»?).

On répare le toit quand il fait bon

Le résultat est maintenant très visible dans les dernières publications du Bureau du plan, dont il doit être félicité. Le déficit structurel (ajusté à la conjoncture et aux artifices divers) passe de -0,9% en 2017 à -1,5% en 2018, -1,9% en 2019, et -2% en 2020.

Ce résultat serait déjà dangereux en période de récession, mais il est extrêmement dangereux en période de bonne croissance. Comme le dit le dicton, il faut

réparer le toit quand il fait bon. Ici, les dirigeants belges non seulement n'ont rien fait, mais ils ont même fortement dégradé le toit. N'est pas Dehaene ou Martens qui veut.

La ministre du Budget n'arrête pas de communiquer en chiffres absolus, alors que ce sont évidemment les chiffres relatifs, structurels, qui comptent. Quand on a une forte croissance et de faibles taux d'intérêt, on peut améliorer les chiffres absolus sans rien faire, et c'est exactement ce qui s'est produit.

Le gouvernement Michel/De Wever s'inscrit dans une constante de la politique

budgétaire en Belgique: aucune gestion à long terme pendant les bonnes périodes, ce qui amène des séismes pendant les mauvaises, et maintient la dette à 100% du PNB depuis presque un demi-siècle (les Pays-Bas, par comparaison, s'autorisent un déficit deux fois plus faible alors que leur dette publique est deux fois plus petite). Ajoutons que l'opposition vive de la Belgique à la lutte européenne contre la fraude fiscale n'a pu qu'aider à ce déficit montant.

Faute de précautions en 2017, 2018 et 2019, les futurs gouvernements devront encaisser un choc budgétaire beaucoup plus brutal en 2020, qui sera aussi socialement plus douloureux. Cela pourrait même s'aggraver encore si les perspectives de croissance continuent à dégringoler dans la zone euro (zone du monde jusqu'ici la plus touchée, selon le FMI). Avec le retour à la normale des politiques monétaires, les menaces de guerre commerciale et un Brexit géré de façon délirante, ce risque est très substantiel.

Cela, soit dit en passant, rendra également la lutte contre le réchauffement climatique plus difficile, en réduisant ses moyens. Beaucoup de candidats annoncent soit des subsides, soit des réductions fiscales pour l'environnement (souvent une manière de recycler de vieux biscuits dans un nouvel emballage), mais fort peu indiquent comment ils vont les financer.

Des partis génèrent aussi des débats enflammés sur les réfugiés (en baisse nette)

ou même les rapatriés de Syrie (qui concernent seulement quelques centaines de personnes), et oublient les défis budgétaires, qui concernent toute la population.

Lâchetés et populisme

Chacun a sa petite propagande pour masquer le grand problème douloureux. Ces lâchetés d'aujourd'hui nourriront le populisme de demain. Pour voter, nos citoyens ont droit à une analyse correcte plutôt que des petites phrases dans le style «les experts racontent n'importe quoi» (qui reflètent combien nos dirigeants actuels épousent souvent le style de Trump tout en prétendant s'y opposer).

Les politiciens sont payés pour expliquer les enjeux, pas pour les masquer en vue de se faire élire. Sinon, ils deviennent eux-mêmes la première cause de la crise de confiance dans la politique. Cela requiert une information correcte, plutôt que quelques chiffres absolus. L'emprunt public doit être distingué notamment selon son taux, son échéance, son affectation (investissement ou consommation), et le contexte international.

Cela requiert aussi des propositions sérieuses, non basées sur des fétiches divers («la dette n'a pas d'importance», «toute dette est mauvaise»). Si nous ne parvenons pas à avoir un peu de courage, et à améliorer la gestion publique dans ce sens, il existe un risque sérieux de blocage politique ET communautaire ET budgétaire (les uns renforçant les autres) après les élections de 2019, et alors d'une montée accrue de l'antipolitique.

Le titre est de la rédaction. Titre original: «Belgique: austérité 2020»

Les politiciens sont payés pour expliquer les enjeux, pas pour les masquer en vue de se faire élire. Sinon, ils deviennent eux-mêmes la première cause de la crise de confiance dans la politique.